

Unité Bi-Départementale Eure Orne
1, avenue Foch CS 50021
27020 Évreux

Évreux, le 3 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAISONS DU MONDE FRANCE

RTE D INGREMARE
ZAC ECOPARC 3
27400 Heudebouville

Références :
Code AIOT : 0003901430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement MAISONS DU MONDE FRANCE implanté RTE D INGREMARE ZAC ECOPARC 3 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de contrôle opéré par l'inspection des installations classées, une visite d'inspection du site exploité par la société Maisons du Monde France sur la zone d'activités Ecoparc 3 de la commune d'Heudebouville était planifiée le jeudi 6 juillet 2023. L'inspection des installations classées a choisi d'orienter cette visite sur le recollement de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2020 modifié par l'arrêté du 2 décembre 2021, la conformité des installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié (1510) orientée sur le risque incendie et sur les enjeux de biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISONS DU MONDE FRANCE
- RTE D INGREMARE ZAC ECOPARC 3 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003901430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Maisons du Monde France exploite un entrepôt logistique principalement composé de 14 cellules de stockage dont 11 automatisées, de deux zones de préparation de commandes, d'un local de charge, de locaux techniques, de bureaux et locaux sociaux. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « autorisation » au titre de la rubrique 1510 (stockage de produits combustibles sous entrepôt couvert) et à « déclaration » au titre des rubriques 2910 (combustion) et 2925 (atelier de charge de batteries). Les installations sont également classées au titre de la loi sur l'eau (IOTA) au niveau « autorisation » et « déclaration » pour les rubriques 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales) et 3.2.3.0 (plans d'eaux). L'établissement dispose d'une dérogation espèces protégées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative,
- les enjeux biodiversité (conformité à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2020),
- le risque incendie (conformité aux arrêtés préfectoraux du 28/07/20, 02/12/21 et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié).

Afin d'assurer le bon déroulement de cette visite, il a été demandé de tenir à disposition, le jour de l'inspection, l'ensemble des pièces permettant de justifier du respect des prescriptions correspondant à ces thèmes, et de bien vouloir, au plus tard 15 jours avant l'inspection, transmettre les documents suivants à l'inspection :

- un tableau de classement actualisé des installations ICPE,
- une attestation de participation au financement du programme de renaturation de milieux naturels dégradés mené par la communauté d'Agglomération Seine Eure,
- un état des stocks et des matières dangereuses actualisé,
- l'étude de flux thermiques actualisée au regard des produits et volumes stockés,
- un document du fournisseur du système de sprinklage attestant de sa compatibilité avec les matières stockées et les modes de stockage mis en place,
- les derniers rapports de contrôles semestriels/trimestriels du sprinklage,
- les attestations de formation du personnel d'intervention incendie,
- un plan du zonage ATEX et des locaux à risques,
- le dernier rapport de vérification des installations électriques (en lien avec le zonage ATEX si concerné),
- les derniers rapports de vérification des extincteurs, RIAs, poteaux incendie, désenfumage, portes coupe-feu, détecteurs incendie et explosion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
21	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
23	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
24	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
25	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
26	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
27	Documents de suivis et de bilans	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.11	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
28	Comité de suivi	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	1 mois
17	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	/	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/12/2021, article 4	/	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.	/	Sans objet
4	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.	/	Sans objet
5	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. et article 12 de l'AP du 02/12/2021	/	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.	/	Sans objet
9	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.	/	Sans objet
10	Dimensions des cellules	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7.	/	Sans objet
11	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.	/	Sans objet
12	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	/	Sans objet
14	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	/	Sans objet
16	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.	/	Sans objet
18	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.	/	Sans objet
19	Chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 18.1.	/	Sans objet
20	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.	/	Sans objet
22	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article VIII > 1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate **des non-conformités réglementaires** :

- le rapport de vérification des RIA présente une non-conformité et des observations. Des RIA sont bloqués, d'autres partiellement bloqués,
- le rapport de vérification du système de sprinklage présente une non-conformité (WC cellule B) et des observations. Le bordereau faisant suite à la vérification hebdomadaire du système de sprinklage est trop succinct et ne permet pas un suivi dans le temps,
- la pression individuelle de chaque poteau incendie est supérieure à 6 bars. Une pression supérieure à 6 bars constitue un risque pour le personnel des services d'incendie et de secours. Des poteaux incendie sont dissimulés par la végétation,

- l'exploitant ne dispose pas de la clef lui permettant d'ouvrir les rideaux d'eau en l'attente des services d'incendie et de secours. Des vannes d'ouverture des rideaux d'eau sont inaccessibles,
- l'exploitant n'a pas organisé un exercice de défense contre l'incendie,
- l'organisation portant sur l'exploitation de la vanne de coupure en cas d'incendie nécessite d'être améliorée et testée,
- l'état des matières stockées n'est pas disponible au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services de secours,
- le plan de défense incendie nécessite d'être amélioré,
- les conditions suivantes de la dérogation espèces protégées ne sont pas strictement respectées :
 - des éléments nuisent à la fonctionnalité de la mare et du corridor écologique,
 - les actions visant à limiter la progression d'éventuelles espèces exotiques envahissantes sont interrompues,
 - le suivi de la faune et de la flore en phase d'exploitation, dont l'inventaire de printemps 2023, n'ont pas été réalisés,
 - les données géolocalisées des mesures compensatoires n'ont pas été transmises,
 - le comité de suivi espèces protégées n'est pas institué.

L'inspection constate **des faits susceptibles de suites administratives** :

- l'état des matières stockées nécessite d'être plus synthétique, de faire apparaître la typologie de risque et d'être orienté à des fins opérationnelles pour gagner du temps en situation de crise,
- le rapport de vérification des installations électriques Q18 fait état de réserves,
- le document de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX fait état d'une non-conformité et d'observations.

L'inspection émet **des observations** :

- l'exploitant doit justifier de la levée des réserves portant sur le désenfumage et les portes coupe-feu à l'occasion d'une prochaine inspection,
- un point de situation portant sur les amenées d'air frais dans les cellules automatisées sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection,
- le contrôle de la détection gaz du local de charge sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection,
- le contrôle de la détection gaz de la chaufferie sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2021, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- 1510-2.a, A, 1 540 594 m³,- 2925-1, D, 500 kW,- 2910-A-2, DC, 2MW. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA : <ul style="list-style-type: none">- 2.1.5.0, A , 24.66 ha,- 3.2.3.0, D, 5 000 m².
Constats : Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2020, complété par l'arrêté du 02/12/2021. Les activités autorisées sont classées sous les rubriques 1510-2-a, 2925-1, 2910-A-2, 2.1.5.0 et 3.2.3.0 (art. 4 de l'arrêté préfectoral du 02/12/2021). En date du 24 juillet 2023, la société GEMFI a communiqué un document attestant de la conformité de l'entrepôt avec les arrêtés préfectoraux. Ce document a été réalisé par le bureau d'études B27 SDE le 19 juillet 2022 à la suite de plusieurs visites du site et à l'étude des différents DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés). L'analyse porte sur les dispositions constructives de l'entrepôt et ne s'intéresse pas aux dispositions liées à l'exploitation du site. Ce document énonce la conformité sur tous les points analysés. En tant que de besoin, pour la suite de ce rapport de visite, l'inspection aura recours à ce document. L'exploitant a précisé que l'entrepôt a été réceptionné le 23 juin 2022. Le démarrage de l'activité a débuté le 4 juillet 2022. Les cellules 1 à 3 sont aujourd'hui exploitées. La réception des cellules automatisées 4 à 14 est en cours. Elle pourrait intervenir entre septembre et novembre 2023. Les constatations effectuées lors de la visite (consultation de l'état des stocks, plans des installations et visites des installations) n'ont pas mis en évidence d'anomalie tant sur la nature que sur le volume des activités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées détaillé issu d'une requête effectuée sur l'état des stocks. Il permet de connaître, dans chaque cellule, par famille de meubles, les volumes et masses stockés.</p> <p>L'état des matières stockées ne contient pas de matières dangereuses ou susceptibles d'aggraver les risques incendie ou explosion (aérosols, lubrifiants, pneumatiques, liquides inflammables, batteries lithium ...).</p> <p>-> La détermination des quantités de matières combustibles présentes nécessite quelques opérations manuelles. L'état des matières stockées nécessite d'être plus synthétique, de faire apparaître la typologie de risque et d'être orienté à des fins opérationnelles pour gagner du temps en situation de crise.</p> <p>-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • disposer d'un état des matières stockées synthétique, • faire apparaître la catégorie du risque : combustible, toxique, inflammable, explosif ..., • accompagner l'état des stocks d'un plan général des zones d'activité ou de stockage, • mettre à jour l'état des matières stockées hebdomadairement, quotidiennement en présence de substances dangereuses ou à risque : aérosols, lubrifiants, pneumatiques, liquides inflammables, batteries ...
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées : - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m ² , cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021 ; - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) ;
Constats : Les règles d'implantation ont été examinées au cours de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société GEMFI. L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la construction de l'établissement aux plans joints à la demande d'autorisation environnementale et à l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral (AP) du 28/07/2020 modifié par l'article 5 de l'arrêté du 2/12/2021. Les effets thermiques sont vérifiés au point de contrôle n°22 Étude des effets thermiques. Les zones de stationnement et stockage extérieur (susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie) sont distants de plus de 10 m des parois externes des cellules de l'entrepôt. Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes. Elles n'ont pas mis en évidence d'anomalie quant au respect des règles d'implantation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : L'installation dispose de deux accès, un accès principal et un accès de secours permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Un poste de garde contrôle l'accès en heures ouvrables et non ouvrables. L'accès de secours est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement directement par les services d'incendie et de secours. Les accès sont dégagés. L'accès de secours n'est pas encombré. L'exploitant informe du fait que les services d'incendie et de secours ont effectué une visite du site. L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des accès à l'article 7.3.1 Accès et circulation dans l'établissement de l'AP du 28/07/2020. Les constatations effectuées lors de la visite des installations sont cohérentes n'ont pas mis en évidence d'anomalie en matière d'accessibilité au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins.
Constats : Une voie de circulation des engins est aménagée sur le périmètre complet de l'installation. Cette voie est dégagée. Les aires de stationnement sont matérialisées et respectées. L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la voie engins à l'article 7.3.1.2 Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins de secours de l'AP du 28/07/2020 : <ul style="list-style-type: none">• la voie engins présente une largeur minimale de 6 mètres,• la largeur de la voie est vérifiable sur le plan masse de recollement des VRD,• des surlargeurs ont été créées dans les virages de la voie engins,• la voie de circulation périmétrique est implantée à moins de 60 mètres de l'entrepôt,• les essais de portance des voiries indiquent une portance conforme aux prescriptions. Les constatations effectuées lors de la visite des installations sont cohérentes n'ont pas mis en évidence d'anomalie quant à la voie engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.
Constats : L'exploitant informe du fait qu'un plan de défense incendie est établi. -> L'état des matières stockées n'est pas disponible au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services de secours. -> L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u> , de rendre les informations pratiques et opérationnelles, dont l'état des matières stockées, accessibles au niveau du poste de garde en charge de l'accueil des services d'incendie de secours, ce pour gagner du temps en situation de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. et article 12 de l'AP du 02/12/2021</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Article II > 4. du l'AM du 11/04/17 "Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. ... Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe." Extrait de l'article 12 de l'AP du 02/12/2021 L'exploitant est en mesure de présenter les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives de l'arrêté du 11 avril 2017.</p>
<p>Constats : Les cellules sont séparées par des murs épais en béton. La structure de l'établissement est constituée d'une charpente mixte béton/lamellé collé. Les murs sont équipés de portes coupe-feu de degré deux heures (EI 120). Elles sont doublées dans les murs coupe-feu de degré quatre heures. Des plaques ont été apposées sur le bardage extérieur, au droit des murs coupe-feu séparatifs et des écrans thermiques, afin de préciser leur degré coupe-feu.</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des bâtiments et locaux aux dispositions constructives définies l'article 7.3.2 de l'AP du 28/07/2020 modifié par l'article 12 de l'arrêté du 2/12/2021:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la structure de l'établissement est constituée d'une charpente mixte bois/béton stable au feu 1 heure, • un plan de recollement de la charpente béton est joint, • en cas d'incendie dans une cellule, la charpente bois lamellé collée s'effondre sans entraîner le mur séparatif du fait de la cinématique de déformation des éléments de charpente exposés à l'incendie. La stabilité du mur séparatif est assurée par la charpente de la cellule adjacente. L'attestation de non ruine en chaîne de la charpente mixte bois/béton est jointe, • l'attestation de stabilité au feu de la charpente est jointe, • les plans de recollement des murs coupe-feu séparatifs et des écrans thermiques sont joints. On peut y vérifier la tenue au feu des différents murs coupe-feu séparatifs et écrans thermiques en façade, • les murs séparatifs REI 120 sont situés en files 5, 8, 10, 12, C et D, • les murs séparatifs REI 240 sont situés en files 3, 7, 9, 11 et 13, • le plan d'implantation des poteaux béton permet de vérifier que les poteaux béton des files 0, N et D correspondant aux façades Nord-est de la cellule 1 et Sud-est de l'entrepôt sont stables au feu 2 heures, • sur ces façades, au-dessus d'un sous-bassement béton, le degré coupe-feu EI120 est assuré par des panneaux de bardage, • les plans de façades permettent de vérifier que les façades en files 1, N et O sont couvertes de panneaux EI120, • ces mêmes plans de façade permettent de constater que les façades Nord-ouest des cellules 4 à 9 sont constituées des mêmes panneaux de bardage EI120 pour la partie située au-dessus de la zone de préparation des commandes,

- le plan de recollement de la façade quai (file A) indique que le bardage métallique double peau avec isolation en laine de verre classée A1 (incombustible),
- un bandeau en matériaux polycarbonate a été intégré dans cette façade afin de renforcer l'éclairage naturel. Le dossier technique du bardage joint indique que les panneaux de polycarbonate mis en place sont B S1 d0,
- en façade Sud de l'entrepôt, les murs coupe-feu séparatifs se terminent sur un écran thermique REI 120,
- en façade Nord, les murs coupe-feu séparatifs des files 3, 5 et 13 dépassent de 50 centimètres en saillie de la façade,
- les murs coupe-feu séparatifs entre cellules dépassent d'un mètre en toiture,
- de part et d'autre du dépassement des murs coupe-feu séparatifs, la toiture est recouverte d'une bande de 5 mètres de large en matériau incombustible classée A2S1d0,
- le plan de recollement de la toiture permet de constater que les matériaux répondent à l'indice Broof T3,
- le sol des cellules de stockage est constitué d'un dallage béton incombustible.

Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie en matière de dispositions constructives.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué le dernier rapport d'intervention (21/06/2023) portant sur la vérification du système de désenfumage. Ce rapport fait état d'observations, par exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cellule 4, canton 3, 1 vérin HS (fuite), • cellule C, canton 4, commande HS. <p>L'exploitant indique que ces observations sont mineures et en nombre réduit. Elles n'affectent pas l'efficacité globale du système. Elles font l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de la garantie du</p>

parfait achèvement (GPA). Afin d'étayer son propos et à titre d'exemple, l'exploitant a indiqué que sur environ 600 anomalies relevant de la GPA, seulement 30 anomalies restent en cours de résolution.

-> L'inspection a demandé à consulter les justificatifs attestant de la prise en compte et du traitement des actions de maintenance. L'exploitant a confirmé qu'elles sont gérées. Le temps imparti à l'inspection n'a pas permis de les consulter.

Au cours de la visite du site, l'inspection a constaté que les commandes de désenfumage sont accessibles et situées à proximités des issues de secours. Elles sont manuelles et ne sont pas asservies à la détection incendie. L'exploitant a indiqué que le système de détection incendie fonctionne par aspiration et est sujet à des déclenchements intempestifs.

L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité du désenfumage à l'article 8.1.5 Désenfumage de l'AP du 28/07/2020 :

- les plans de couverture permettent de vérifier que chaque cellule de l'établissement a été divisée en cantons de désenfumage présentant une superficie inférieure à 1 650 m²,
- les cantons de désenfumage sont délimités par des éléments des panneaux de bardage positionnés au-dessus des poutres en lamellé collé,
- l'attestation de stabilité au feu 15 minutes des écrans de cantonnements est jointe,
- la coupe sur les écrans de cantonnement issue des plans de désenfumage jointe permet de vérifier que la hauteur des écrans de cantonnement est de 1 mètre minimum,
- les plans de recollement de toiture permettent de constater que chaque canton est équipé de 6 exutoires de désenfumage. On constate également sur les plans de recollement de toiture que les exutoires de désenfumage sont implantés à plus de 7 mètres des murs coupe-feu séparatifs,
- les dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) mis en place sont des exutoires de fumée à commande automatique ou manuelle qui présentent une surface géométrique d'ouverture (SGO) égale à 6 m² et une surface d'exutoires (SUE) de 4,62 m²,
- le déclenchement automatique du désenfumage est assuré par un thermofusible installé sur les exutoires et taré à 181°C soit une température supérieure à la température de déclenchement de l'installation sprinkler,
- le comptage du nombre de DENFC par canton de désenfumage dans l'établissement est présenté dans un tableau,
- dans chaque cellule de stockage, les commandes d'ouverture manuelles (regroupées par canton) des exutoires de désenfumage sont situées en deux points opposés près des issues de secours,
- leur emplacement est localisé sur un plan,
- les amenées d'air sont assurées par les portes à quais des cellules à désenfumer.

-> Au cours de la visite, l'inspection s'est interrogée quant à la réalisation effective des amenées d'air frais dans les cellules automatisées 4 à 14. La visite et le temps imparti n'ont pas permis de répondre à cette interrogation.

Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence de non-conformité en matière de désenfumage.

Observations :

-> L'exploitant doit justifier de la levée des réserves portant sur le désenfumage à l'occasion d'une prochaine inspection.

-> Un point de situation portant sur les amenées d'air frais dans les cellules automatisées sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m ³ , sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; <ul style="list-style-type: none">- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
Constats : Des prescriptions concourant au compartimentage sont analysées au point de contrôle n°7 Dispositions constructives. L'entrepôt est compartimenté en 14 cellules de stockage, dont 11 cellules automatisées. Les cellules de stockage automatisées sont complétées avec deux zones de préparation. La surface et la hauteur des cellules et zones de préparation sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Les parois qui séparent les cellules de stockage sont alternativement de degré coupe-feu 2 heures (REI 120) et 4 heures (REI 240). Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.

Les cellules sont séparées par des murs épais en béton. Sur les parois REI 240, les portes REI 120 sont doublées.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois.

L'exploitant a communiqué le rapport de maintenance des portes coupe-feu.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des bâtiments et locaux aux dispositions constructives définies l'article 7.3.2 de l'AP du 28/07/2020 modifié par l'article 12 de l'arrêté du 2/12/2021:

- les communications entre cellules de stockage sont équipées de portes coupe-feu coulissantes (passage des chariots) ou battantes (passage des piétons),
- le plan de recollement de l'implantation des portes coupe-feu de l'établissement est joint, - les portes coupe-feu coulissantes entre cellules sont toutes des portes ASSA ABLOY P1C120 qui sont EI120,
- les portes coupe-feu battantes entre cellules sont toutes des portes PADILLA E I2 120,
- toutes les portes battantes sont équipées de ferme-portes,
- le procès-verbal de classement des portes ASSA ABLOY P1C 120 et des portes PADILLA EI120 est joint,
- les ouvertures dans les murs séparatifs REI 240 ont été équipées de deux portes EI120,
- les rideaux guillottes situés entre la zone transit et les cellules grande hauteur sont coupe-feu de degré deux heures. Le PV EI 120 de ces rideaux est joint,
- les portes coupe-feu coulissantes et les rideaux guillotine coupe-feu sont pilotées par le Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI). Elles sont également équipées d'un boîtier de commande permettant leur fermeture manuelle,
- le bloc de bureaux et locaux sociaux situé en saillie de la façade Nord de l'entrepôt est isolé de la zone de préparation 1 par un mur coupe-feu séparatif REI 120. Le plan de recollement de la file A indique que le mur séparatif REI 120 présente une hauteur de 15,38 m. Il dépasse d'un mètre la toiture de l'entrepôt. Les portes et vitrages mises en place dans le mur coupe-feu séparatif sont EI 120,
- le local sprinkler est constitué de murs coupe-feu de degré deux heures avec plafond béton coupe-feu de degré deux heures et d'un porte d'accès deux vantaux EI 120.

Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie en matière de compartimentage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7.
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions des cellules
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ; 2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant. <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>L'entrepôt est sprinklé. Les règles d'implantation au regard de l'arrêté du 11 avril 2017, ont été examinées au cours de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société GEMFI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la hauteur sous bac moyenne est de 12 m 45 pour les cellules classiques n°1 à 3 dont la surface est inférieure à 12 000 m², • la hauteur sous bac moyenne est de 23 m pour les cellules automatisées n°4 à 14 dont la surface est inférieure à 6 000 m². <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la construction de l'établissement aux plans joints à la demande d'autorisation environnementale et à l'article 1.2.4 de l'AP du 28/07/2020 modifié par l'article 5 de l'arrêté du 2/12/2021 : les relevés géométriques joints en annexe n°2 confirment que les surfaces plancher construites correspondent aux surfaces décrites dans l'article 2 de l'APC du 02/12/2021.</p>

La hauteur sous bac n'a pas été mesurée. Cependant, l'annexe 10 Plan charpente béton des cellules 1 à 9 + zones transit 1 & 1' et les plans de recollement des murs séparatifs de l'annexe 13 mentionnent des hauteurs cohérentes avec le dossier de demande d'autorisation.
Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie au niveau des dimensions des cellules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.
Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats : L'exploitant informe du fait qu'il ne stocke pas de matières dangereuses et chimiquement incompatibles.</p> <p>L'état des matières stockées ne contient pas de matières dangereuses ou susceptibles d'aggraver les risques incendie ou explosion (aérosols, lubrifiants, pneumatiques, liquides inflammables, batteries lithium ...).</p> <p>Les constatations effectuées lors de la visite (consultation de l'état des stocks et visite des installations) sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none">- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée,</p>

<p>sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe du fait qu'il ne stocke pas de liquide inflammable ni de matières dangereuses. Un logiciel intègre les règles de stockage au besoin. Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est assurée entre le haut des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>L'inspection a constaté que les allées sont dégagées et n'a pas constaté de stockage en masse ou en vrac.</p> <p>Les constatations effectuées lors de la visite sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie quant au respect des conditions de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats :</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité aux articles 4.2.4.1 Isolement avec les milieux, 4.3.2.1 Eaux pluviales de voiries, 7.6.8.1 Isolement du site et 7.6.8.2 Rétention des eaux de l'AP du 28/07/2020 modifié par les articles 8 et 13 de l'arrêté 2/12/2021:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des réseaux indique l'emplacement de la vanne de barrage motorisée de l'établissement entre le bassin étanche et celui d'infiltration, • la vanne motorisée permet, en cas d'incendie, la mise en charge de la rétention des eaux d'extinction incendie dans le bassin étanche de l'établissement, • la vanne est actionnable localement au moyen d'un volant de commande manuel et à distance via l'asservissement à l'alarme sprinkler, • l'attestation d'asservissement des vannes de barrage à la centrale incendie est jointe, • un indicateur de position présent sur la vanne permet de vérifier sa position ouverte ou fermée, • une commande à distance de la vanne a également été installée au niveau du transforma-

teur TGBT des services généraux à l'entrée du site,

- le relevé géomètre du volume du bassin étanche est joint. Il indique une capacité de stockage de 10 353 m³ avant débordement,
- le bassin étanche de l'établissement permet donc de retenir les 2 023 m³ d'eau incendie (correspondant aux 2 753 m³ dimensionnés à partir de la méthode D9A auxquels sont retranchés les 733 m³ liés à l'orage) et les 4 995 m³ d'orage centennal.

Le site dispose d'une rétention au niveau des quais (555 m³) et d'un bassin étanche de rétention des eaux d'extinction incendie. Les bassins étanche et infiltration sont signalés par panneaux. Le volume indiqué (6 944 m³) est supérieur au besoin calculé ($2\,753\text{ m}^3 - 555\text{ m}^3 - 733\text{ m}^3 + 4\,995\text{ m}^3 = 6\,460\text{ m}^3$). L'exploitant est en mesure de justifier de sa capacité. Avant infiltration, les eaux issues du bassin étanche sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Les bassins sont sécurisés (portillon fermé à clef, grillage, bouée, échelle et échelle faune). Un dispositif de coupure en cas d'incendie est placé entre le bassin étanche et le bassin d'infiltration. La vanne de barrage est signalée. Le plan de défense incendie précise qu'une consigne est placée à proximité de la vanne et décrit le fonctionnement normal et en mode dégradé ainsi que la localisation des clefs servant à leur manipulation.

-> Le personnel du poste de garde en charge de l'accueil des services de secours n'a pas connaissance de l'existence ni du rôle de la vanne de coupure en cas d'incendie. Il n'y a pas eu d'exercice de lutte incendie. L'organisation et les connaissances du personnel du poste de garde nécessitent d'être testées. Le chapitre du plan de défense incendie portant sur l'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne séparatrice est trop succinct (voir planche photographique). Les opérations de vérification et d'entretien de la vanne incendie doivent être tracées.

En réponse, l'exploitant indique que le personnel du poste de garde est formé.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, d'améliorer et tester l'organisation portant sur l'exploitation de la vanne de coupure en cas d'incendie :

- détailler le chapitre du plan de défense incendie portant sur la vanne incendie : son rôle, sa localisation, mode auto ou manuel, asservissement à la centrale incendie et à l'alarme du sprinklage, comment l'actionner, accès aux clés du local TGBT, accès aux clés du portillon, indicateur vanne ouverte/fermée...,
- former les utilisateurs,
- tester les connaissances et l'organisation au cours d'un exercice de lutte incendie,
- définir les consignes portant sur l'entretien et la mise en fonctionnement,
- tracer les opérations de vérification et d'entretien dans le registre de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p>Constats :</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la détection automatique d'incendie à l'article 7.6 Détection automatique d'incendie de l'AP du 28/07/2020 modifié par l'article 16 de l'arrêté du 02/12/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les cellules de stockage ont été équipées d'une installation de détection de fumées par aspiration, • l'alarme de la détection des fumées est centralisée sur le CMSI de l'établissement et déclenche l'alarme évacuation et le déclenchement des portes coupe-feu de l'établissement. <p>L'exploitant a communiqué les derniers compte-rendus d'intervention portant sur le système de détection incendie (interventions du 15/05/2023 au 02/06/2023). Le rapport de vérification périodique Q7 du 02/06/2023 indique :</p> <p>« Etat du système : dysfonctionnement SDI et CMSI », « un rapport spécifique est transmis au client en complément de ce document (réf : 6443416752M) ».</p> <p>Le rapport n°6443416752M du 02/06/2023 fait état d'observations, par exemple :</p> <p>État du système à notre départ :</p> <p>« La détection automatique est partiellement fonctionnelle », « La liste, non exhaustive, du ou des constats mentionné(s) ci-dessous constitue les principales défaillances observées sur votre site. En tout état de cause, le chef d'établissement demeure seul responsable et décisionnaire des mesures à mettre en place afin d'assurer la sécurité du site », « Certains de vos détecteurs incendie ne fonctionnent plus correctement. Dans les locaux concernés par ces derniers, vous ne serez plus en mesure de recevoir l'information d'alarme « feu », ce qui aura pour incidence de retarder les délais de levée de doute et de mise en place des moyens de lutte contre l'incendie », « Remarque : phenix 11 dérangement : Z 540 / A 10 (non identifiable) ».</p> <p>L'exploitant indique que ces observations sont mineures et en nombre réduit. Elles n'affectent pas l'efficacité globale du système. Le système de détection incendie fait l'objet d'un suivi régulier parce qu'il est sujet à des dérangements fréquents, notamment en lien avec la présence de poussières qui bouchent les filtres des dispositifs Phénix.</p>

Au regard des rapports fournis, l'inspection constate :

- la réalisation de 8 interventions entre le 16/05/2023 et le 2/06/2023,
- le nombre d'anomalies passe de 12 à 1 entre le rapport du 23/05/2023 et celui du 02/06/2023, attestant du nombre réduit, du suivi et du traitement des anomalies constatées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
Constats : L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de des

moyens de lutte contre l'incendie à l'article 7.7.3 Moyens de protection et de lutte contre l'incendie de l'AP du 28/07/2020 modifié par les articles 14 et 16 de l'arrêté du 02/12/2021:

- le plan d'implantation des 13 poteaux incendie (PI) de l'établissement est joint,
- les PI ne sont pas distants de plus de 150 entre eux,
- les PI sont alimentés par une réserve incendie de 1 428 m³ située côté Nord de l'entrepôt à proximité du local technique abritant le surpresseur permettant d'alimenter le réseau incendie à hauteur de 690 m³/h pendant deux heures,
- les 690 m³ sont répartis comme suit : 570 m³/h sur les PI et 120 m³/h sur les colonnes sèches présentes sur les murs coupe-feu séparatifs,
- le relevé des débits sur les PI a été réalisé. Le rapport de contrôle indique qu'avec 4 PI et deux colonnes sèches ouverts en simultané le débit est égal à 574 m³/h,
- les deux colonnes sèches ouvertes lors de cet essai délivrent chacune un débit de 150 m³/h,
- le débit disponible sur les PI et sur les colonnes sèches de l'établissement est conforme à la prescription de l'article 14 de l'APC,
- des extincteurs seront mis en place sur le site par le futur utilisateur,
- des RIA DN 33 avec lances de 30 mètres sont implantés dans les cellules 1, 2 et 3 et dans les zones de transit 1 et 1',
- les plans d'implantation des RIA dans les zones de transit et dans les cellules 1, 2 et 3 sont joints. Ils permettent de constater que les RIA sont implantés de manière à ce que chaque point des cellules de stockage soit accessibles par deux jets de lance,
- des rideaux d'eau ont été implantés en toiture au-dessus des murs coupe-feu séparatifs. Ils sont alimentés par le réseau incendie de l'établissement à un débit supérieur à 120 m³/h,
- les cellules de stockage et les zones de transit de l'établissement sont équipées d'une installation sprinkler de type ESFR conforme à la norme NFPA,
- l'installation est alimentée par deux cuves de 586 m³ implantées au Nord du site.
- 2 groupes moto-pompes ont été implantés dans le local sprinkler de l'établissement. Ils présentent chacun une capacité de 567 m³/h,
- l'alarme sprinkler sera reportée au poste de garde de l'établissement et en télésurveillance,
- l'attestation de conformité de l'installation sprinkler à la règle NFPA est jointe.

L'exploitant a communiqué :

- le rapport de vérification des RIA (03/04/2023),
- le rapport de vérification des poteaux et bouche d'incendie (03/04/23),
- les rapports d'implantation des extincteurs,
- le rapport de vérification du sprinklage faisant suite à l'intervention du 11 au 13 /01/2023.

En date du 1er août 2023, l'exploitant informe du fait que, suite à la visite d'inspection, un marquage spécifique a été apposé sur les poteaux incendie afin d'informer les services de secours d'une pression supérieure à 6 bars (voir planche photographique).

-> L'inspection constate :

- le rapport de vérification des RIA présente une non-conformité et des observations. Des RIA sont bloqués (voir planche photographique), d'autres partiellement bloqués,
- le rapport de vérification du système de sprinklage présente une non-conformité (WC cellule B) et des observations,
- la pression individuelle de chaque PI est supérieure à 6 bars (7.6 b, 7.7 b, 7.4 b, 7.8 b ...). Connectés individuellement, les moyens du SDIS 27 peuvent être endommagés. Ouverts simultanément, la pression des PI chutera en dessous de 6 bars. Il convient de définir le nombre d'abaisseurs de pression nécessaires. Une pression supérieure à 6 bars constitue un risque pour le personnel des services d'incendie et de secours. Des PI sont dissimulés par la végétation,
- l'exploitant ne dispose pas de la clef lui permettant d'ouvrir les rideaux d'eau en l'attente des services d'incendie et de secours,
- des vannes d'ouverture des rideaux d'eau sont inaccessibles (voir planche photographique),

- le bordereau faisant suite à la vérification du système de sprinklage est trop succinct (voir planche photographique) et ne permet pas un suivi dans le temps,
- l'exploitant n'a pas organisé un exercice de défense contre l'incendie.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de :

- identifier les RIA bloqués et les libérer,
- identifier les RIA partiellement bloqués et vérifier que chaque point des cellules de stockage concernées est accessible par deux jets de lance,
- lever la non-conformité et les observations portant sur le système de sprinklage,
- définir et appliquer les actions correctives visant à protéger les pompiers et leurs moyens d'une pression supérieure à 6 bars au niveau des poteaux incendie,
- disposer de la clef permettant d'ouvrir les rideaux d'eau,
- rendre accessibles les vannes permettant d'ouvrir les rideaux d'eau,
- tracer les opérations de vérification hebdomadaire portant sur le sprinklage afin d'autoriser un suivi dans le temps,
- organiser un exercice de lutte incendie, tester l'organisation et entraîner le personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de l'évacuation du personnel aux articles 3.4 Accès aux issues et quais de déchargement et 8.1.2 Issues de secours de l'AP du 28/07/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les issues de secours de l'établissement sont accessibles depuis la voie de circulation des engins de secours par des chemins stabilisés d'1,80 mètre de large. <p>L'exploitant a communiqué le dernier procès-verbal faisant suite à un exercice d'évacuation incendie (16 juin 2023). Il date de moins de six mois. Cette évacuation est liée au déclenchement intempestif de la détection incendie.</p> <p>Les plans d'évacuation sont affichés.</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport d'intervention portant sur le contrôle des portes coupe-feu (28/02/2023). Ce rapport fait état d'observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Repère IS 4 : PORTE HS à remplacer", • "Repère MECA MEZZANINE 7 : Porte condamnée", • "Repère TGBT EXTERIEUR : Panneau mobile HS prévoir le remplacement". <p>L'exploitant a indiqué que les écarts sont mineurs, en nombre réduit et font l'objet d'un suivi régulier.</p> <p>-> L'inspection a demandé à consulter les justificatifs attestant de la prise en compte et du traitement des dernières actions de maintenance visant à lever la dernière anomalie. L'exploitant a confirmé qu'elles sont gérées. Le temps imparti à l'inspection n'a pas permis de les consulter.</p>
<p>Observations :</p> <p>-> L'exploitant doit justifier de la levée des réserves portant sur les portes coupe-feu à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
Constats : <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des installations électriques à l'article 7.3.3 Installations électrique - mise à la terre de l'AP du 28/07/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">• les installations ont été réalisées conformément aux normes en vigueur. Le consuel électrique est joint,• dans chaque cellule, à proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de la cellule. Les emplacements des arrêts d'urgence figurent sur un plan,• un transformateur dédié aux services généraux est implanté dans un local dédié,• deux transformateurs électriques dédiés à l'alimentation du bâtiment et du process sont situés dans un local situé en saillie de la façade Sud de l'entrepôt. Les 2 locaux sont isolés de l'entrepôt ou des locaux techniques adjacents par des murs maçonnés coupe-feu de degré deux heures. Ils sont uniquement accessibles depuis l'extérieur,• des boîtiers d'arrêt d'urgence ont été implantés à l'extérieur des locaux et permettent la coupure électrique de l'ensemble du bâtiment,• l'éclairage des cellules de stockage est assuré par des appareils d'éclairage LED fixés sous toiture, hors de portée des chariots élévateurs. <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité du dispositif de protection contre la foudre à l'article 7.3.4 de l'AP du 28/07/2020 et de la levée des réserves :</p> <ul style="list-style-type: none">• nous avons constaté lors de l'audit que l'établissement la présence de ces 9 paratonnerres à dispositif d'amorçage,• est jointe la vérification initiale des installations de protection foudre réalisée par la société Foudre CONSULT. Le rapport de vérification initiale du 08/06/2022 ne comporte aucune réserve,• l'installation de protection contre la foudre est conforme à l'étude technique et aux normes en vigueur. <p>L'exploitant a communiqué :</p> <ul style="list-style-type: none">• le dernier rapport de vérification des installations électriques Q18 (21/04/23),• le rapport de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX (intervention du

10/05/23).

-> Le rapport de vérification des installations électriques Q18 fait état des réserves suivantes :

- dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel,
- le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'a pas été présenté,
- une vérification partielle ne prenant pas en compte certaines installations,
- la vérification de l'installation électrique a été effectuée aux endroits d'accès et de visibilité possible sans démontage,
- l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

-> Le document de vérification de la mise en œuvre de la réglementation ATEX fait état d'une non-conformité et d'observations. Par exemples :

- chaufferie - Bride - Non-conformité : Matériel non adapté parce que non certifié ATEX,
- chaufferie - Détecteurs CH4 inaccessibles - Nous vous recommandons de prévoir, lors du prochain audit périodique, les moyens nécessaires pour accéder à ces matériels (clés des locaux, des armoires électriques,...),
- chaufferie - L'étude ATEX est limitée au réseau de distribution de gaz en amont de la vanne d'isolement. Le réseau aval doit se conformer aux normes 746-1 et suivants,
- chaufferie - Mettre en place un programme de contrôle d'étanchéité des canalisations,
- local de charge - Détecteurs H2 inaccessibles - Nous vous recommandons de prévoir, lors du prochain audit périodique, les moyens nécessaires pour accéder à ces Matérialiser la zone de charge au sol en veillant à éloigner toute source d'inflammation dans la zone.

En réponse, l'exploitant a indiqué en séance que les cellules automatisées sont en cours de réception et que les écarts identifiés ont été levés.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de communiquer une attestation de levée de toutes les réserves portant sur la vérification des installations électriques et la conformité à la réglementation ATEX.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et recharge de batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée. La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone. S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité du local de charge à l'article 8.2 Locaux de charge de l'AP du 28/07/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le local de charge de l'établissement est équipé de deux extracteurs mécaniques d'air implantés en toiture et permettant sa ventilation, • un exutoire de désenfumage fusible a également été mis en place en toiture du local de charge, • le local de charge a été équipé d'une détection d'hydrogène permettant la coupure automatique de la charge en cas de dépassement du seuil de 25% de la LIE. <p>-> L'attestation de conformité à la réglementation ATEX émet des réserves portant sur le local de charge. Voir le point de contrôle n°17 Installations électriques et équipements métalliques.</p> <p>L'atelier de charge de batteries est ventilé. Il dispose de murs et porte coupe-feu de degré 2 heures. Le local est dédié à la charge de batteries. Il dispose d'une détection d'hydrogène.</p> <p>-> Préalablement à la visite, dans la lettre d'annonce, l'inspection a demandé à ce que les rapports de contrôle portant sur la détection gaz lui soit transmis.</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance que la détection gaz du local de charge a fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>-> Le temps imparti à l'inspection n'a pas permis d'examiner les rapports de contrôle de la détection gaz du local de charge.</p>
<p>Observations :</p> <p>-> Le contrôle de la détection gaz du local de charge sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 18.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes. A l'extérieur de la chaufferie sont installés :- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la chaufferie à l'article 18.1 Chauffage de l'AP du 28/07/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chauffage des cellules de stockage de l'entrepôt est assuré au moyen d'aérothermes à eau chaude alimentés par les deux chaudières gaz implantées dans la chaufferie, • la chaufferie de l'établissement est implantée au Nord de l'entrepôt, • la toiture de la chaufferie est constituée d'un plafond REI 120 et ses façades extérieures sont en parpaing REI 120, • la chaufferie dispose de deux issues en deux sens opposés, • des détecteurs gaz ont été mis en place dans la chaufferie, • à l'extérieur de la chaufferie ont été implantés : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un dispositif manuel de coupure de l'alimentation en gaz, ◦ une électrovanne couplée à la centrale de détection gaz de la chaufferie et permettant la coupure automatique de l'alimentation en gaz de fuite, ◦ un dispositif de coupure d'urgence de l'alimentation électrique, ◦ un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de coupure de mauvais fonctionnement des brûleurs. <p>-> L'attestation de conformité à la réglementation ATEX émet des réserves portant sur la chaufferie. Voir le point de contrôle n°17 Installations électriques et équipements métalliques.</p> <p>-> Préalablement à la visite, dans la lettre d'annonce, l'inspection a demandé à ce que les rapports de contrôle portant sur la détection gaz lui soit transmis.</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance que la détection gaz de la chaufferie a fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>-> Le temps imparti à l'inspection n'a pas permis d'examiner les rapports de contrôle de la détection gaz de la chaufferie.</p>
<p>Observations :</p> <p>-> Le contrôle de la détection gaz de la chaufferie sera réalisé à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats : Au cours de la visite, l'inspection a constaté l'affichage de consignes : plan de circulation, plan de sécurité, composition des équipes guides et serres file, consignes d'urgence, plan d'intervention, plan d'évacuation, plan des RIAs, plan de cantonnement du désenfumage, ...</p> <p>-> L'inspection propose de demander à l'exploitant d'améliorer les consignes portant sur la vanne de coupure en cas d'incendie. Voir le point de contrôle n°13 Eaux d'extinction incendie.</p> <p>Les opérations de vérifications sont inscrites dans le registre de sécurité : système d'alarme incendie, déclencheurs manuel, extincteurs, RIAs, poteaux incendie, sprinkleur, BAES, détection incendie, désenfumage, portes coupe-feu et issues de secours.</p> <p>-> L'inspection propose d'enregistrer les opérations de vérification et d'entretien de la vanne de coupure en cas d'incendie dans le registre de sécurité. Voir le point de contrôle n°13 Eaux d'extinction incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs</p>

établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a informé :

- un plan de défense incendie est établi,
- le SDIS 27 a émis un avis non formalisé au cours d'une visite du site : le plan de défense incendie a la forme d'un plan d'opération interne (POI),
- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, font l'objet d'un contrat avec une société extérieure. Ce contrat est annexé au plan de défense incendie,
- l'établissement ne stocke pas de matières dangereuses (donc pas de fiche de données de sécurité).

L'inspection a constaté en séance l'existence du plan de défense incendie.

L'exploitant a communiqué un exemplaire du plan de défense incendie en date du 1^{er} août 2023.

-> L'inspection constate la nécessité d'améliorer le plan de défense incendie. Par exemples :

- l'emplacement des vannes d'ouverture et de la clef associés aux rideaux d'eau ne sont pas définis. Les conditions d'ouverture des rideaux d'eau ne sont pas définies. Voir le point de contrôle n°15 : Moyens de lutte contre l'incendie,
- la chaufferie ne figure pas dans la liste des locaux à risque. L'emplacement des dispositifs manuels de coupure de l'alimentation en gaz et électrique et l'électrovanne couplée à la centrale de détection gaz de la chaufferie n'est pas défini,
- l'emplacement des boîtiers d'arrêt d'urgence implantés à l'extérieur des locaux et permettant la coupure électrique de l'ensemble de chaque bâtiment n'est pas défini,
- les consignes portant sur la vanne de coupure en cas d'incendie nécessitent d'être améliorées : voir le point de contrôle n° 13 : Eaux d'extinction incendie,
- la justification de la compétence du personnel susceptible d'intervenir n'est pas fournie. Voir le point de contrôle n°15 : Moyens de lutte contre l'incendie,
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis, les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux, la justification de la disponibilité des personnels ou organismes agréés et des équipements dans des délais adéquats ne sont pas définis.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, d'analyser la conformité du plan de défense incendie à l'article II > 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, de l'améliorer et le transmettre aux services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article VIII > 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : Les modélisations des flux thermiques en cas d'incendie ont été actualisées (dossier de porter à connaissance du 11 octobre 2021) afin d'évaluer l'impact de modifications. Les schémas de visualisation des flux thermiques permettent de constater que, quelle que soit la cellule étudiée et quelle que soit la typologie de produits stockés, en cas d'incendie d'une cellule de stockage : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas le plus défavorable, les flux de 5 et 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété,• dans le cas le plus défavorable, le flux de 3 kW/m² sort légèrement côté Sud-Est du site. Les effets thermiques létaux d'un incendie restent circonscrits dans l'emprise foncière de l'établissement et ne nécessitent pas de mesures compensatoires. Les constatations effectuées (étude des effets thermiques et visite des installations) n'ont pas mis en évidence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de réduire au maximum les impacts du projet sur la faune, la flore et les milieux naturels, le maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre les mesures de réduction suivantes :</p> <p>Mesure de réduction n°3 : Procédures particulières relatives au traitement des espèces exotiques envahissantes Objectif de la mesure : éviter la dissémination d'espèces exotiques envahissantes qui engendreraient la dégradation des milieux naturels adjacents Résumé de la mesure : suppression des stations existantes, nettoyage des engins de chantier, utilisation de remblais exempts d'espèces exotiques envahissantes, végétalisation préventive, gestion adaptée des espaces verts... Évaluation de la mesure : cahier des clauses environnementales, plan d'assurance qualité environnementale, registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi faune et flore. Référentiel : mesure MR2 du dossier de demande de dérogation, page 51.</p> <p>Mesure de réduction n°4 : Limitation de la pollution lumineuse Objectif de la mesure : limiter le risque de dérangement de la faune nocturne par pollution lumineuse, en phases chantier et exploitation. Résumé de la mesure : mise en place d'un plan lumière permettant un éclairage raisonné, notamment par des éclairages directionnels, à la tonalité et à la puissance adaptées, limité aux stricts besoins et par l'utilisation d'ampoules à longueurs d'ondes peu attractives pour la faune. Évaluation de la mesure : registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi faunistique. Référentiel : mesure MR3 du dossier de demande de dérogation, page 52.</p>
<p>Constats : L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des mesures de réduction n°3 et n°4 à l'article 10.4 de l'AP du 28/07/2020. La synthèse du suivi des mesures environnementales par les bureaux d'études INGEA - ALISE ENVIRONNEMENT indique :</p> <p>Mesure de réduction n°3 : procédures particulières relatives au traitement des espèces exotiques envahissantes Aucune espèce exotique envahissante n'a été inventoriée lors des visites menées en 2021. Quelques pieds localisés de Sénéçon du Cap (Senecio inaequidens) sont notés ponctuellement lors des visites en 2022. On note cependant la présence de l'espèce sur la partie sud-ouest du site, dans les zones de végétation spontanée. Son recouvrement reste très faible. La mise en œuvre de la mesure de réduction n°3 est donc respectée. Il sera néanmoins nécessaire de veiller à la progression éventuelle d'espèces exotiques envahissantes lors de l'exploitation du site et mettre en œuvre des préconisations de gestion adaptée.</p> <p>-> L'exploitant ne dispose pas, en phase d'exploitation, d'élément permettant à l'inspection d'apprécier la veille et la mise en place de mesures visant limiter la progression d'éventuelles espèces exotiques envahissantes sur la période allant de juin 2022 à juin 2023.</p> <p>Mesure de réduction n°4 : limitation de la pollution lumineuse Concernant la mesure de réduction n°4, nous avons constaté lors de l'audit : la mise en place de luminaires capotés avec un éclairage orienté vers le sol le long des voies de circulation. Côté quais, la façade a été équipée d'appareils d'éclairage également orientés vers le sol. Les appareils d'éclairage mis en place permettent de limiter la pollution lumineuse en orientant les faisceaux lumineux</p>

vers le sol et répondent donc aux exigences de la mesure de la réduction n°4. Le dernier rapport de l'écologue indique : seule la base vie est éclairée sur détection de présence. Les éclairages sont dirigés vers le bas pour limiter la pollution nocturne. L'éclairage public sera la principale pollution nocturne.

L'exploitation informe du fait que l'éclairage est éteint la nuit.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant évaluer la présence d'espèces exotiques envahissantes et mettre en place, au besoin, des mesures correctives visant à éviter leur dissémination qui engendreraient la dégradation des milieux naturels adjacents sous 6 mois maximum.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur la faune, la flore et les milieux naturels, le maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre la mesure de compensation suivante :</p> <p>Mesure de compensation n°1 : Création d'une mare destinée aux amphibiens Objectif de la mesure : compenser la destruction d'habitats d'espèces induite par le projet en créant un nouvel habitat pour les amphibiens présents sur le site. Résumé de la mesure : Afin de créer un nouvel habitat pour les amphibiens présents sur le site, et pour compenser la destruction des dépressions humides et des fossés de fouilles archéologiques, la mesure prévoit la création d'une mare à l'est du site, à l'arrière du bâtiment, à proximité d'une mare existante au sein de la ZAC Ecoparc 4, permettant les échanges entre les deux mares. Elle est intégrée au corridor écologique créé (voir MAc2). Principes : Créer une surface dédiée à l'accueil et à la reproduction des amphibiens avec une profondeur en eau toute l'année pour permettre l'accueil des tritons. Modalités de réalisation : La mare, d'une surface d'au moins 100 m² et d'une profondeur maximale d'1,50 m, est aménagée avec les berges en pente douce, selon les schémas de principe présentés ci-dessous, qui pourront évoluer selon la nature des sols. L'aménagement des espaces verts de la zone et des berges est réalisé par un paysagiste. La mare est créée avant le démarrage des travaux, en dehors de la période de reproduction des amphibiens, à l'automne. Évaluation de la mesure : registre de consignation des actions par l'ingénieur écologue, suivi spécifique. Référentiel : mesure MC1 du dossier de demande de dérogation, page 58.</p> <p>Constats : L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité de la mesure de compensation n°1 à l'article 10.5 de l'AP du 28/07/2020. La synthèse du suivi des mesures environnementales par les bureaux d'études INGEA - ALISE ENVIRONNEMENT indique:</p> <p>Mesure de compensation n°1 : Création d'une mare destinée aux amphibiens La mare a été aménagée en janvier 2021 sous la responsabilité du maître d'ouvrage. La présence d'eau de manière intermittente a permis de remettre en cause l'imperméabilité de la mare, suite aux observations entre janvier 2021 et avril 2022. Cette mare a de nouveau été aménagée en novembre 2021 et a fait l'objet d'une alimentation en eau en mars 2022 via une cuve de récupération d'eaux pluviales, il a été procédé à la mise en place d'une bâche courant mai 2022. Bien que relativement artificiel, ce type d'imperméabilisation permettra d'assurer une fonctionnalité pour les espèces visées (reproduction des amphibiens, odonates,...). La mare est protégée par une clôture ganimelle. Les plantations d'hélophytes ont été faites tout en haut de berges. Bien que cette implantation ne soit pas optimale, elle est contrainte par la présence de la bâche. La mise en œuvre de la mesure de compensation n°1 est respectée. Cependant, sa fonctionnalité vis-à-vis de la reproduction des amphibiens devra être évaluée lors de la phase d'exploitation du site.</p> <p>-> L'exploitant ne dispose pas, en phase d'exploitation, d'élément permettant à l'inspection d'apprécier la mise en place de mesures visant à réévaluer la fonctionnalité de la mare vis-à-vis de la reproduction des amphibiens sur la période allant de juin 2022 à juin 2023.</p> <p>Les rapports de l'écologue indiquent : Une mare a été aménagée. Celle-ci présentait des berges relativement pentues sur environ 80 % de son pourtour, les 20% restants étant en pente douce. Des hélophytes ont été plantés sur les berges. La mare a dû finalement être supprimée temporairement pour les besoins de passage d'un câble réseaux. Cette mare a de nouveau été aménagée en novembre 2021. Son imperméabilité a été assurée par la mise en œuvre d'une bâche. La profon-</p>

deur maximale avoisine les 1,20 m tandis que la profondeur minimale est de 0,4-0,5 m. Elle présente des berges en pente douce sur environ 30-40% de son pourtour. Une partie de son pourtour présente une barrière ganivelle. L'alimentation en eau via les précipitations et potentiellement via des eaux de ruissellement issues des voiries adjacentes étant insuffisante, il sera installé un raccordement à la cuve de récupération des eaux pluviales afin d'assurer son alimentation. Aucune ponte ou individus adultes ou juvéniles d'amphibiens n'a été observée au sein de celles-ci. Le 25 avril 2022, la mare était de nouveau asséchée. Le 30 mai 2022, une profondeur d'eau de 10 à 30 cm est constatée suite aux récentes précipitations. Bien que relativement artificiel, ce type d'imperméabilisation permettra d'assurer une fonctionnalité pour les espèces visées (reproduction des amphibiens, odonates, ...). Les plantations d'hélophytes ont été faites tout en haut de berges. Bien que cette implantation ne soit pas optimale, elle est contrainte par la présence de la bâche.

-> Au cours de la visite, l'inspection constate que les éléments suivants nuisent à la fonctionnalité de la mare :

- la mare manque d'eau (environ 30 cm - voir planche photographique) . La mare n'est pas connectée aux noues paysagères,
- la profondeur de la mare est insuffisante (1m50 prescrit) et ne permet en l'état l'accueil de tritons,
- le profil des berges est trop abrupte pour l'accueil d'amphibiens,
- l'aménagement paysager des berges est insuffisant. Aucune espèce végétale n'est observée dans la mare. Il n'a pas été déposé de sable et de cailloux de granulométrie variable sur la bâche qui aurait pu permettre sa végétalisation naturelle. Il n'est pas observé la présence d'hélophytes même en haut des berges.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant à assurer la fonctionnalité optimale de la mare vis-à-vis de la reproduction des amphibiens conformément aux prescriptions et de finaliser les travaux nécessaires avant le 15 février 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de réduire au maximum les impacts des travaux sur la faune, la flore et les milieux naturels, le maître d'ouvrage et aménageur et l'ensemble des prestataires engagés dans la réalisation de l'aménagement mettent en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes :</p> <p>Mesure d'accompagnement n°1 : suivi du chantier par un ingénieur écologue Objectif de la mesure : conseiller et aider les entreprises en charge des travaux à mettre en place et respecter les mesures environnementales qui ont été définies en phase chantier</p> <p>...</p> <p>Référentiel : mesure MAC1 du dossier de demande de dérogation, page 53.</p> <p>Mesure d'accompagnement n°2 : Création de noues paysagères Objectif de la mesure : Améliorer la fonctionnalité des espaces verts au profit de la biodiversité Résumé de la mesure : Cette mesure répond à la nécessité d'aménager des habitats favorables aux amphibiens et de garantir la pérennité de ces habitats ainsi que leur gestion. De plus, les noues permettent de collecter les eaux pluviales de toiture afin de gérer les eaux pluviales à la source. Référentiel : mesure MAC2 du dossier de demande de dérogation, page 54. Description de la mesure : La création des noues paysagères s'accompagne des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • plantation d'une haie d'au moins 1,50 m de large en limite de voie publique, • plantation d'arbres de haute tige en limites Nord et Est du terrain, pour masquer la partie basse du bâtiment et limiter la visibilité depuis l'A13, • création d'un merlon planté sur environ 200 mètres linéaires sur la partie Nord-est du terrain pour masquer la zone du parc conteneur, • plantation d'une haie brise-vent, composée d'une rangée d'arbres de haute tige doublée d'une rangée d'arbustes en limites Sud et Est du terrain, • plantation d'une haie périphérique sur trois côtés de l'espace de stockage extérieur, • engazonnements par pelouse rustique au droit des bureaux et du local gardien, tondus 8 fois par an, • implantation d'une prairie fleurie fauchée deux fois par an, en gestion différenciée pour maintenir à long terme la prairie fleurie et favoriser l'expression de la biodiversité, et plus particulièrement les insectes et oiseaux. <p>Les espaces verts aménagés représentent environ 20 % de la surface de la parcelle, soit environ 49 330 m² et environ 494 arbres. Les espèces plantées ont le label « Végétal local ».</p> <p>L'aménagement végétal doit tenir compte des essences locales spontanées. Les variétés utilisées sont le plus proche possible des espèces locales à l'état sauvage pour les haies, les boisements et la prairie fleurie.</p> <p>Cet aménagement paysager est décrit dans le chapitre 9.4.2 de l'étude d'impact (p.99 à 105). Il est réalisé selon le schéma de principe présenté p. 133 de l'étude d'impact.</p> <p>Mesure d'accompagnement n°2bis : Création d'un corridor écologique Description de la mesure : Il sera mis en place un corridor écologique de plus de 500 m le long de la noue, depuis la mare pour amphibiens jusqu'à la limite sud du terrain vers le bois d'Ingremare : <ul style="list-style-type: none"> • Un espace de prairie de fauche sera créé entre la noue et le rideau d'arbres prévu, une haie arbustive favorable à la biodiversité sera implantée le long du rideau d'arbres • Dans la prairie seront disséminés des micro-habitats type tas de branchages et pierriers. <p>L'ensemble des milieux (noue 2 400 m² + prairie + micro-habitats + haie arbustive) contribuera à la fonctionnalité du corridor en créant une mosaïque de milieux et représente une surface de l'ordre de 7 600 m².</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces aménagements seront complétés par des clôtures perméables en limite sud du terrain permettant le passage de la petite faune terrestre depuis le Bois d'Ingremare vers ce corridor et ce </p></p>

jusqu'à la mare nouvellement créée.

Mesure d'accompagnement n°3 : participation à des actions de renaturation des milieux naturels dégradés ou imperméabilisés

Objectif de la mesure : Compenser l'imperméabilisation de 24,6 ha générée par la construction d'un entrepôt au sein de la ZAC Ecoparc 3

Constats : L'analyse de la conformité par le bureau étude B27 SDE atteste de la conformité des mesures d'accompagnement à l'article 10.6 de l'AP du 28/07/2020.

La synthèse du suivi des mesures environnementales par les bureaux d'études INGEA - ALISE ENVIRONNEMENT indique :

Mesure d'accompagnement n°1 : suivi du chantier par un ingénieur écologue

4 passages ont été réalisés en 2021, 4 autres ont été effectués en 2022. La mise en œuvre de la mesure d'accompagnement n°1 est respectée pour les suivis prévus sur la période de chantier. Le nombre de passages réalisés est en adéquation avec les enjeux écologiques du site.

Mesures d'accompagnement n°2 et 2 bis : Création de noues paysagères (MA02) / création d'un corridor écologique (MA02bis)

Les préconisations en termes de plantations sont présentées en annexe. Les plantations sont finalisées et les espaces verts ont été engazonnés. Les noues sont aménagées, elles collectent une partie des eaux de toiture. A ce stade, la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement est respectée, exceptée pour les ensemencements (notamment prairies fleuries) qui restent à finaliser. Les préconisations en termes d'aménagements sont présentées en annexe. L'espace pour la création du corridor a bien été réservé et les noues, mares, plantations ont été réalisés. Le plan de recollement des espaces verts joint indique l'emplacement des différents aménagements (nichoirs, hibernaculums) installés sur le site.

-> L'inspection constate que les éléments suivants nuisent à la fonctionnalité de corridor écologique :

- les arbres morts n'ont pas été remplacés,
- la haie brise-vent au sud et à l'est n'est composée d'arbustes que de la seule rangée d'arbres de haute tige et il est constaté l'absence de doublement de cette rangée par une rangée d'arbustes (voir planche photographique),
- la noue paysagère s'arrête au droit du bâtiment actuel (voir planche photographique). Sa longueur est donc insuffisante pour assurer la fonction de corridor écologique jusqu'à la limite sud du terrain vers le bois d'Ingremare,
- les noues paysagères ne sont pas connectées à la mare,
- l'absence de plantation d'une haie sur les 3 côtés périphériques de l'espace de stockage extérieur,
- la présence d'un seul micro-habitat de type tas de branchage et l'absence de pierriers.

Mesure d'accompagnement n°3 : participation à des actions de renaturation des milieux naturels dégradés ou imperméabilisés

Afin de garantir la participation du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 10.6 de l'Arrêté ICPE du 28 juillet 2020, il a été constitué aux termes de l'acte de VEFA du 15 Décembre 2020 entre la société GEMFI (vendeur) et le maître d'ouvrage (SAS MAISONS DU MONDE France), un séquestre dans les termes suivants : « NANTISSEMENT Il est rappelé qu'aux termes du volet BIODIVERSITE dudit arrêté ICPE, il a été précisé ce qui suit : En conséquence, la société GEMFI a versé à la comptabilité du notaire soussigné la somme de CENT MILLE EUROS (100 000.00 EUR). Ladite somme est remise en nantissement entre les mains de Madame Charlene MAR-CHAND, comptable du notaire soussigné, avec mission de remettre au VENDEUR, à premier appel de celui-ci, une somme de VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €) par an à l'effet de respecter l'engagement ci-dessus précisé. Le séquestre sera valablement déchargé de sa mission par l'accomplissement de celle-ci conformément aux conditions ci-dessus arrêté et la société GEMFI libérée de toute autre obligation, celle-ci ayant rempli ce jour l'obligation qui lui incombait. ». Une réunion est

programmée le 20 septembre 2022 entre la communauté d'agglomération Seine-Eure, la DREAL, GEMFI et le nouvel exploitant du site afin d'examiner les actions identifiées par l'Agglomération et valider le ou les projet(s) qui seront soutenus au moyen des fonds séquestrés.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant à assurer la fonction de corridor écologique, ce jusqu'à la forêt (remplacement des arbres morts, plantation des haies, installation des micros habitats, prolongement de la noue...) avant le 15 février 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de garantir l'efficacité des mesures et leur pérennité, le maître d'ouvrage et aménageur met en œuvre le suivi des divers espaces aménagés, restaurés ou créés : Mesure de suivi : Suivi de la faune et de la flore au sein de l'ensemble du périmètre de la parcelle cadastrale ZD 138</p> <p>Objectif de la mesure : suivre l'évolution des populations faunistiques et floristiques locales et assurer une veille sur les espèces exotiques envahissantes. Résumé de la mesure : afin de vérifier la pertinence des mesures environnementales et leur pérennité, un suivi de la faune et de la flore sera réalisé aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15 (n correspondant à l'année de fin de chantier). Les groupes biologiques suivis seront les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • amphibiens, • reptiles, • oiseaux, • chiroptères. <p>Des suivis spécifiques seront également menés sur les espaces créés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • suivi de la mare et de ses fonctionnalités et des échanges avec la mare au sein de la ZAC Ecoparc 4, • suivi des plantations et des noues paysagères, • surveillance des espèces floristiques exotiques envahissantes. <p>Ces suivis concerneront l'ensemble de la parcelle ZD 138 de 24,6 ha. Ils permettront d'évaluer les effets réels du projet sur les communautés biologiques locales et d'évaluer l'effet de la gestion sur la fonctionnalité. Les résultats orienteront les modalités de gestion. Les suivis pourront être mutualisés avec d'autres suivis de la ZAC Ecoparc 3.</p>
<p>Constats : -> L'exploitant informe de la non-réalisation du suivi de la faune et de la flore en phase d'exploitation au cours de l'année n+1 (n correspondant à l'année de fin de chantier). Les inventaires de printemps 2023 n'ont pas été réalisés.</p> <p>-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u>, d'assurer le suivi de la faune et de la flore afin de vérifier la pertinence des mesures environnementales et leur pérennité. Les groupes biologiques suivis sont les suivants : amphibiens, reptiles, oiseaux et chiroptères.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.11
Thème(s) : Risques chroniques, Documents de suivis et de bilans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins de suivis et d'évaluations, le maître d'ouvrage établira des comptes rendus annuels ou pluri-annuels du suivi des mesures ressortant du présent arrêté dérogatoire.</p> <p>Le contenu des comptes rendus permettra d'évaluer la mise en œuvre des diverses mesures édictées, d'évaluer leur efficacité et proposer, si besoin, des améliorations ou compléments.</p> <p>Les comptes rendus et bilans de suivis seront adressés, pour le 30 novembre de chaque année au plus tard, sur support numérique à la DREAL, service ressources naturelles.</p> <p>En plus du dépôt obligatoire sur la plateforme nationale Depobio, les données brutes de biodiversité de chaque suivi seront communiquées également directement à l'OBN dans un format numérique permettant leur intégration dans les bases de données régionales ODIN. Une copie de chaque fichier sera transmise à la DREAL, service ressources naturelles. Ce double dépôt perdurera en l'absence d'interface entre ces différentes bases de données.</p> <p>La numérisation des parcelles, support des mesures compensatoires, sera également fournie sous format SHAPE (Lambert 93), la localisation des différentes mesures compensatoires avant le 31 décembre 2020, puis une autre fois à la fin de réalisation de l'ensemble des mesures.</p>
<p>Constats :</p> <p>-> L'exploitant informe de la non-réalisation du suivi de la faune et de la flore en phase d'exploitation au cours de l'année n+1 (n correspondant à l'année de fin de chantier). Les inventaires de printemps 2023 n'ont pas été réalisés.</p> <p>-> L'exploitant n'a pas communiqué sous format SHAPE (Lambert 93), la localisation des différentes mesures compensatoires.</p> <p>-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre les données géolocalisées sous format SHAPE (Lambert 93) des mesures compensatoires, décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant établir les comptes-rendus annuels ou pluriannuels du suivi des mesures ressortant de l'arrêté dérogatoire <u>sous 6 mois maximum</u>.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 10.12
Thème(s) : Risques chroniques, Comité de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour assurer le suivi et l'évaluation des mesures définies au présent arrêté, le maître d'ouvrage instituera un comité de suivi spécifique dit « comité de suivi espèces protégées ».</p> <p>Ce comité de suivi pourra être intégré à d'autres comités de suivi existants ou à créer.</p> <p>Dans le trimestre suivant la notification du présent arrêté, le maître d'ouvrage en définira la composition et les modalités de fonctionnement qui devront être validées par la DREAL, service ressources naturelles.</p> <p>Ce comité, constitué de l'exploitant du site, d'experts et d'acteurs du territoire concerné, examinera, entre autres, les documents prévus à l'article précédent. Les documents de séance seront transmis aux membres du comité de suivi au moins quinze jours avant chaque réunion.</p> <p>Ce comité évaluera la mise en œuvre des mesures de réduction, d'accompagnement, de compensation et de suivi et en particulier leur pertinence et leur état d'avancement au regard des obligations du bénéficiaire de la dérogation. Au vu des états établis et présentés par le maître d'ouvrage, il pourra proposer à l'administration des inflexions sur les mesures édictées sans modifier l'économie générale du présent arrêté.</p> <p>Considérant la dynamique et l'état de restauration des milieux, des habitats, des espèces et des populations, il pourra proposer à l'administration la fin des mesures spécifiques de suivis et l'intégration aux plans de gestions ordinaires des mesures et de leurs suivis.</p> <p>La périodicité des réunions sera au moins annuelle jusqu'à achèvement des aménagements. En phase d'exploitation, la périodicité pourra être pluriannuelle sur proposition du comité de suivi.</p>
<p>Constats : -> L'exploitant ne dispose pas d'élément permettant à l'inspection d'apprécier l'organisation d'un comité de suivi espèces protégées.</p> <p>-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u>, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant à instituer un comité de suivi spécifique dit « comité de suivi espèces protégées » <u>sous 6 mois maximum</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois